



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-barthélemy-d'anjou

Saint-barthélemy-d'anjou, le
10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CN AIR - Parc éolien Les Aulnais

2 rue André Bonin
69004 Lyon

Références : 2026-16_CN AIR – Parc éolien Les Aulnais_INSP_RAP
Code AIOT : 0006307483

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement CN AIR - Parc éolien Les Aulnais implanté Les Aulnais Le Pin-en-Mauges et Saint-Quentin-en-Mauges 49110 Beaupréau-en-Mauges. L'inspection a été annoncée le 17/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CN AIR - Parc éolien Les Aulnais
- Les Aulnais Le Pin-en-Mauges et Saint-Quentin-en-Mauges 49110 Beaupréau-en-Mauges
- Code AIOT : 0006307483
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CN'AIR est autorisée à exploiter un parc éolien composé de huit éoliennes et un poste de livraison sur la commune de BEAUPRÉAU-EN-MAUGES (communes déléguées de SAINT-QUENTIN-EN-MAUGES et LE-PIN-EN-MAUGES) dans le département de Maine-et-Loire. Le parc éolien bénéficie de l'antériorité de ces installations, actée par le préfet en date du 6 août 2012. Ces installations sont soumises à autorisation sous la rubrique 2980 "installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent".

Les éoliennes disposent d'une hauteur de mât de 78 mètres et d'une puissance de 2 MW. Le parc éolien a été mis en service le 15/12/2010.

L'inspection s'est rendue dans la base du mât des éoliennes E2 et E8, ainsi que dans le poste de livraison.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Contrôle visuel des pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. II	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Formation sur les risques accidentels et exercice d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande d'action corrective	30 jours
9	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Demande d'action corrective	30 jours
10	Maintenance des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3	Demande d'action corrective	5 mois
12	Détection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tests des brides de fixation, des brides de mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.I	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Conformité des niveaux	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sonores		
6	Limitation des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
7	Prescription à observer par les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
11	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant veillera à justifier de la fréquence de contrôle des pales, et du suivi des défauts constatés.

Il s'assurera que des exercices d'entraînement sont réalisés régulièrement sur le site afin que les procédures soient maîtrisées par le personnel en charge de l'exploitation.

Il transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'action pour la gestion des arrivées d'eau dans les éoliennes E2 et E8.

Il veillera à ce que le prochain contrôle électrique soit réalisé de façon complète, et que les non-conformités soient traitées dans les meilleurs délais.

Il justifiera que la procédure d'arrêt en cas de détection de glace permet de garantir un arrêt dans les 60 minutes et que le redémarrage de l'aérogénérateur permet de s'assurer de l'absence de projection de glace.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tests des brides de fixation, des brides de mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 février 2021, il était demandé à l'exploitant de justifier que chaque bride a fait l'objet d'un contrôle dans les trois ans.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12 mars 2026, l'exploitant a indiqué que 10 % des brides sont vérifiées par serrage de couple tous les ans. Par ailleurs, lors de chaque maintenance annuelle, 100 % des brides sont vérifiées par tapping. Les points de contrôle, validés lors de la maintenance annuelle correspondent aux points 112, 148, 168 et 170 à 172 des rapports de contrôle.</p>

<p>Les contrôles annuels ont été réalisés aux dates suivantes :</p> <p>E1 : 11/07/2025</p> <p>E2 : 29/08/2025</p> <p>E3 : 19/09/2025</p> <p>E4 : 19/11/2025</p> <p>E5 : 28/07/2025</p> <p>E6 : 16/06/2025</p> <p>E7 : 29/07/2025</p> <p>E8 : 03/10/2025</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Dispositions constructives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, accessibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le bon état des voies d'accès et des abords des installations.</p> <p>A noter, un chantier en cours sur l'éolienne E6, pour le changement du hub, nécessitant le démontage ponctuel des pales. L'intervention se faisant avec une grue de 750 tonnes, les voies d'accès ont été reprises pour permettre le passage des véhicules nécessaires au chantier. Ces travaux auraient dû être signalés à l'inspection des installations classées en amont de leur réalisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Impact environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu</p>

par le ministre chargé des installations classées.

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24 février 2021, il était demandé de réaliser un suivi environnemental conforme au protocole dans les plus brefs délais, et de transmettre les données à l'inspection et procéder au téléversement des données dans l'outil prévu à cet effet.

L'exploitant a réalisé un suivi environnemental conforme au protocole en 2022. Celui-ci a conclu à la mise en place d'un bridage environnemental.

Un nouveau suivi réalisé en 2024 a modifié les paramètres du bridage.

Le bridage préconisé est :

- de avril à juillet : pas de bridage
- du 1er août au 30 octobre : sur toutes les éoliennes
- pour des vents inférieurs à 5,5 m/s
- en l'absence de pluie
- pour des températures supérieures à 16°C
- de 30 minutes avant le coucher du soleil jusqu'au lever du soleil.

Le bureau d'études n'a pas préconisé de suivi de contrôle de ce bridage, les conditions précédentes étant déjà satisfaisantes, et les critères étant renforcés.

Lors de la visite d'inspection du 12 mars 2026, l'inspection a constaté que les paramètres du bridage environnemental sont appliqués sur les 8 éoliennes (extraction du SCADA).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Acoustique

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles : 5 dB en période diurne et 3 dB en période nocturne

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24 février 2021, il était demandé à l'exploitant de compléter le contrôle acoustique qui présentait trop d'incertitudes.

L'exploitant avait indiqué que malgré le nombre de mesures limitées dans certaines classes de vent (7 m/s en nocturne ainsi que 3 et 4 m/s en diurne) la reconduction d'une étude acoustique

n'apporterait pas plus de certitudes sur les secteurs identifiés.

En effet pour les données diurnes, les activités environnantes représentent un bruit résiduel non négligeable aux vitesses de vent considérées. Pour la période nocturne, il peut être considéré qu'à partir de 6 m/s, les éléments de l'environnement sont impactés par le vent et deviennent des sources acoustiques non négligeables, augmentant le niveau résiduel sonore.

L'inspection des installations classées prend acte de ces éléments et ne demande pas d'analyse complémentaire pour la conformité sonore. Cependant, en cas de plaintes de riverains, l'exploitant devra pouvoir justifier de l'absence de doute sur les mesures analysées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle visuel des pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. II

Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de contrôle des pales

Prescription contrôlée :

Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les inspections visuelles des pales sont réalisées lors de plusieurs interventions :

Par ENERCON, lors de la maintenance annuelle et lors de la maintenance graissage qui interviennent tous les 6 mois.

Par VSB Energies, qui fait un contrôle visuel et auditif tous les trimestres.

Par contrôle de drone en complément, selon une fréquence variable.

Il est à noter qu'après la visite d'inspection, l'exploitant a communiqué les rapports des maintenances graissages. Celles-ci sont intervenues aux dates suivantes :

E1 : 16/01/2025

E2: 09/01/2025

E3 : 17/02/2025

E4 : 05/02/2025

E5 : 06/01/2025

E6 : 16/01/2025

E7 : 15/01/2025

E8 : 13/01/2025

En prenant en compte les dates des maintenances annuelles mentionnées au constat n° 1, l'inspection constate un écart de 7 mois pour l'éolienne E3 et de 9 mois pour l'éolienne E4 et E8.

Les derniers contrôles des pales de l'éolienne E8 et de l'éolienne E4 mentionnent des défauts

(fissure sur la pale C de E4 mentionnée dans le rapport du 19/11/2025 ; 9 défauts sur les pales de E8 mentionnés dans le rapport du 03/10/2025). L'exploitant n'a pas indiqué les opérations mises en place pour le traitement de ces défauts.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera des contrôles intermédiaires réalisés sur les éoliennes E3, E4 et E8, afin de valider que la fréquence de contrôle est respectée.
Il justifiera également des opérations mise en œuvre pour traiter les défauts constatés sur E4 et E8.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Limitation des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des accès

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :

L'inspection des installations classées s'est rendue sur les éoliennes E2 et E8, ainsi que le poste de livraison. Ces installations étaient fermées à clé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prescription à observer par les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des personnes

Prescription contrôlée :

[...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

L'inspection des installations classées s'est rendue sur les éoliennes E2 et E8. Elle a constaté la

présence des panneaux d'information des tiers sur les accès à E2, E6, E7 et E8.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Formation sur les risques accidentels et exercice d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 février 2021, il était demandé à l'exploitant de former le personnel intervenant dans les aérogénérateurs sur les risques présentés par l'installation et sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Des exercices d'entraînement devaient être effectués. Les conditions et fréquences de réalisation de ces exercices étaient à définir par l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12 mars 2026, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de réalisation d'exercice d'entraînement sur le site. L'exploitant a indiqué que le prestataire de suivi du site a changé depuis la dernière visite.</p> <p>L'exploitant a transmis le plan de prévention des risques signé de l'ensemble des intervenants sur les éoliennes. Celui-ci présente les risques des installations et les procédures à suivre.</p> <p>L'exploitant a également transmis les attestations de formation du personnel des entreprises en charge de la maintenance des éoliennes (VSB Energies et ENERCON).</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il a programmé plusieurs exercices d'entraînement sur ses parcs en 2026, mais aucun de ceux-ci ne concernent le parc éolien les Aulnais.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant programmera un exercice sur le site des Aulnais pour l'année 2026. Il transmettra sous un mois, la date programmée ainsi que le scénario retenu qui devra intégrer une composante accidentelle. Le compte rendu de cet exercice sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 24 février 2021, l'inspection avait constaté la présence d'eau dans les éoliennes E2 et E8 et avait demandé à l'exploitant de détailler le phénomène d'arrivée d'eau, son origine, la date à laquelle ce phénomène a débuté et les actions correctives prévues et dans quel délai. L'exploitant devait également justifier que cette eau pouvait être rejetée sans risque vers le milieu naturel. L'exploitant a précisé que les problématiques ont été identifiées dès mai 2013 pour E2 et depuis février 2020 pour E8. Les infiltrations proviennent des fourreaux de câbles au niveau de la fondation. Des travaux d'étanchéification étaient prévus à l'été 2021. Il avait indiqué que les transformateurs étant placés sur un bac de rétention d'un volume supérieur à la quantité d'huile présente dans le transformateur, il n'y avait pas de risque de présence dans l'eau de substances nocives pour l'environnement. Lors de la visite d'inspection du 12 mars 2026, l'inspection a constaté la présence d'eau dans ces deux éoliennes. L'exploitant a indiqué que la présence de l'eau ne correspond pas à des remontées de la nappe, compte tenu du niveau des éoliennes qui se trouvent au dessus du niveau du sol. Les arrivées sont selon lui liées à des infiltrations autour de la porte en raison d'un joint défectueux et en raison de la condensation présente à l'intérieur des éoliennes. L'inspection a constaté la présence de déshumidificateurs dans les deux éoliennes E2 et E8. Malgré le fonctionnement de ces machines, de l'eau était présente en fond des mâts, avec une quantité nettement plus importante dans E8 par rapport à E2. L'exploitant a indiqué que lors des derniers passages, l'eau n'était plus présente dans E2, mais pourrait s'être à nouveau infiltrée en raison des fortes pluviométries récentes. Le niveau d'eau dans E8 correspondait entre 20 et 30 centimètres. La pompe vide cave en place ne fonctionnait pas. L'inspection n'a pas constaté la présence de matériaux combustibles dans ces éoliennes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera des interventions réalisées pour remédier au problème d'arrivée d'eau dans les éoliennes E2 et E8. Il transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'action pour gérer les infiltrations d'eau, et mettre en place une surveillance de celles-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Maintenance des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les installations électriques ont été vérifiées en date du 28 août 2025. Le contrôle sur le poste de livraison, ainsi que sur les éoliennes E2 et E8 mentionnent des observations (défaut de continuité du circuit de protection, non fonctionnement de l'éclairage de secours, éclairage de sécurité - BAPI - absent ou incomplet). L'exploitant justifiera du retour à la conformité de ces défauts. Les rapports ne présentent pas de non conformités qui seraient reportées des contrôles précédents. Les rapports mentionnent des limites à la prestation : <i>Les éléments suivants n'ont pu être vérifiés pour des raisons d'exploitation :</i> - Manœuvre des cellules HT non réalisée (pour exploitation) <i>Les éléments suivants n'ont pu être vérifiés pour des raisons d'inaccessibilité :</i> - Appareil d'éclairage (Nécessite démontage)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de veiller à faire un contrôle complet lors de la prochaine vérification des installations électriques et de justifier du retour à la conformité des défauts indiqués ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 11 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des équipements
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont

appropriés aux risques à combattre. [...]
Constats : L'inspection a constaté la présence d'extincteur dûment vérifiés dans la base des mâts des éoliennes E2 et E8.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Détection de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des projections de glace
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 24 février 2021, il était demandé à l'exploitant de justifier que pendant la période de gel, suite à la détection de glace, les aérogénérateurs ont été mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes pour éviter la projection de glace. L'exploitant devait également transmettre la procédure de redémarrage en cas de gel devant figurer parmi les consignes de sécurité. L'exploitant avait alors transmis la procédure de redémarrage établie par Energie Team. En raison du changement de prestataire pour le suivi des installations, l'inspection a demandé que l'exploitant transmette la procédure suivie par VSB Energies. La fiche réflexe transmise n'est pas la fiche spécifique au parc.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra la procédure spécifique au parc des Aulnais pour les conditions de gel. Il transmettra également un extrait du SCADA de fin d'année 2025 ou début d'année 2026 avec les conditions d'arrêt pour détection de glace et justifiera de l'arrêt des éoliennes dans un délai inférieur à 60 minutes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours